



PROVINCE DE QUÉBEC

MRC DU HAUT-SAINT-FRANÇOIS

MUNICIPALITÉ DE SAINT-ISIDORE-DE-CLIFTON

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-ISIDORE-DE-CLIFTON TENUE À LA PLACE AUCKLAND, SITUÉ AU 22, RUE DE L'ÉGLISE, SAINT-ISIDORE-DE-CLIFTON LE 12 JANVIER 2026, À 19 H, SOUS LA PRÉSIDENCE DE M. ANDRÉ PERRON, MAIRE

Sont présents(e)s :	Sarah Lévesque, Directrice générale, greffière-trésorière	Monsieur André Perron
	Monsieur Marc Bégin	Monsieur Shawn Brazel
	Monsieur Pierre Blouin	Madame Marie-Michèle Turgeon
	Monsieur Denys Gosselin	Madame Gabrielle Letarte-Dupré

ORDRE DU JOUR

1. OUVERTURE DE LA SÉANCE
2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR
3. ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX
4. PRÉSENTATION DE LA TAXATION 2026 ET PÉRIODE DE QUESTIONS DU PUBLIC
5. SUIVI DES COMITÉS ET REPRÉSENTATIONS POLITIQUES
6. CORRESPONDANCE
 - 6.1. Correspondance générale
 - 6.2. Cotisation et adhésion
 - 6.3. Demande d'appui
 - 6.4. Demande de don
 - 6.5. Invitation et représentation
7. ADMINISTRATION
 - 7.1. Suivis de la direction générale
 - 7.2. Responsabilités et comités des élus pour le conseil 2025-2029
 - 7.3. Offre de service formation Maîtrisez l'art de la priorisation
 - 7.4. Offre de service formation Microsoft sur mesure
 - 7.5. Offre de service année 2026 - Cain Lamarre
8. TRANSPORT - VOIRIE
 - 8.1. Acquisition nouveau camion voirie - octroi de contrat
 - 8.2. Financement par crédit-bail et établissement des modalités de remboursement
9. SÉCURITÉ PUBLIQUE
 - 9.1. Offre de service StraTJ - Plan des mesures d'urgence
10. URBANISME
 - 10.1. Résolution engagement à fournir la contribution du milieu
 - 10.2. Résolution de participation au programme de logements abordables
 - 10.3. Résolution gratuité d'un terrain pour la construction de logements abordables
 - 10.4. Demande de dérogation mineure pour démolition d'une résidence principale - lot 5 403 576

- 10.5. Demande de dérogation mineure pour frontage inférieur - lot 5 403 637
- 10.6. Demande de dérogation mineure - lot 6 599 470 partie 5
- 10.7. Demande de dérogation mineure - lot 6 599 470 partie 2-3
- 11. ENVIRONNEMENT
- 12. LOISIR ET CULTURE
 - 12.1. Décompte progressif no 11 - Centre communautaire
 - 12.2. Tarifications pour la location du nouveau centre communautaire
 - 12.3. Demande subvention programme Circonflexe
- 13. AVIS DE MOTION
- 14. PRÉSENTATION ET DÉPÔT DE RÈGLEMENT
- 15. ADOPTION DE RÈGLEMENT
 - 15.1. Adoption du règlement 2025-184 sur le traitement des membres du conseil municipal
 - 15.2. Adoption du règlement 2025-185 taxation et tarification municipale pour l'année 2026 et condition de perception
- 16. TRÉSORERIE
 - 16.1. Paiement des comptes
- 17. DIVERS
- 18. POINTS DU MAIRE
- 19. PÉRIODE DE QUESTIONS DU PUBLIC
- 20. CLÔTURE DE LA SÉANCE

1. OUVERTURE DE LA SÉANCE

Les membres présents forment le quorum et M. André Perron, président d'assemblée, ouvre la séance à 19 h.

2026-01-01 2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Il est proposé par **Pierre Blouin**

ET RÉSOLU QUE l'ordre du jour soit adopté tel que présenté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS

2026-01-02 3. ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX

CONSIDÉRANT QUE les membres du conseil municipal ont pris connaissance du contenu du procès-verbal de la séance ordinaire du 1er décembre 2025 et de la séance extraordinaire du 15 décembre 2025;

Il est proposé par **Marc Bégin**

ET RÉSOLU QUE les membres du conseil renoncent à la lecture des procès-verbaux;

ET QUE le procès-verbal de la séance ordinaire du 1er décembre 2025 et celui de la séance extraordinaire du 15 décembre 2025, ayant été distribués à l'avance, soient considérés comme lus et adoptés.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS

4. PRÉSENTATION DE LA TAXATION 2026 ET PÉRIODE DE QUESTIONS DU PUBLIC

Les informations relatives à la taxation pour l'année 2026 sont présentées aux membres du conseil municipal.

5. SUIVI DES COMITÉS ET REPRÉSENTATIONS POLITIQUES

Le maire et les membres du conseil déposent leurs rapports d'activités du dernier mois.

6. CORRESPONDANCE

2026-01-03

6.1. Correspondance générale

CONSIDÉRANT QUE la liste de la correspondance reçue depuis la séance ordinaire du 1er décembre 2025 a été déposée au conseil municipal;

CONSIDÉRANT QU'il est primordial de classer la correspondance selon le calendrier de conservation des archives;

Il est proposé par ***Gabrielle Letarte-Dupré***

ET RÉSOLU de classer la correspondance selon le calendrier de conservation des archives.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS

6.2. Cotisation et adhésion

6.3. Demande d'appui

6.4. Demande de don

6.5. Invitation et représentation

7. ADMINISTRATION

7.1. Suivis de la direction générale

La directrice générale informe le conseil municipal des faits saillants des principales rencontres du dernier mois. Les membres du conseil municipal ont pris connaissance du rapport des activités de fonctionnement du dernier mois ainsi que du mois à venir.

2026-01-04

7.2. Responsabilités et comités des élus pour le conseil 2025-2029

CONSIDÉRANT QUE des élections municipales ont eu lieu le 2 novembre 2025;

CONSIDÉRANT QU'UN des rôles des membres du conseil municipal est d'assurer une vigie et de représenter la municipalité sur les différents comités municipaux ou régionaux;

CONSIDÉRANT QUE le maire a pris le temps d'évaluer les intérêts et les aptitudes des membres du conseil avant d'attribuer les différents comités et dossiers;

Il est proposé par ***Marie-Michèle Turgeon***

ET RÉSOLU d'attribuer au maire et à chaque membre du conseil des comités sur lesquels ils siégeront en tant que représentant de la municipalité;

ET d'afficher sur le site web de la municipalité la liste des différents comités dont les élu(e)s sont responsables.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS

2026-01-05

7.3. Offre de service formation Maîtrisez l'art de la priorisation

CONSIDÉRANT QUE le conseil municipal trouve important d'offrir des opportunités de formation continue aux employés municipaux;

CONSIDÉRANT QUE l'organisme Service aux entreprises (SAE) offre une formation pertinente en lien avec la priorisation des tâches et des responsabilités;

CONSIDÉRANT QUE la formation *Maîtrisez l'art de la priorisation* sera utile aux employées de l'administration;

Il est proposé par **Pierre Blouin**

ET RÉSOLU QUE le conseil municipal autorise les employées de l'administration à suivre la formation *Maîtrisez l'art de la priorisation* pour un montant maximum de 3 207 \$;

ET d'autoriser la directrice générale et greffière-trésorière, Sarah Lévesque, à en faire la dépense.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS

2026-01-06

7.4. Offre de service formation Microsoft sur mesure

CONSIDÉRANT QUE le conseil municipal trouve important d'offrir des opportunités de formation continue aux employés municipaux;

CONSIDÉRANT QUE l'organisme Service aux entreprises (SAE) offre une formation pertinente en lien avec l'utilisation de Microsoft et ses différents outils;

CONSIDÉRANT QUE la formation *Microsoft sur mesure* sera utile aux employées de l'administration;

Il est proposé par **Marie-Michèle Turgeon**

ET RÉSOLU QUE le conseil municipal autorise les employées de l'administration à suivre la formation *Microsoft sur mesure* pour un montant maximum de 3 534 \$;

ET d'autoriser la directrice générale et greffière-trésorière, Sarah Lévesque, à en faire la dépense.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS

2026-01-07

7.5. Offre de service année 2026 - Cain Lamarre

CONSIDÉRANT QUE la municipalité a reçu une offre de services juridiques de la firme Cain Lamarre pour l'année 2026, se déclinant en quelques options;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité est satisfaite des services reçus dans les dernières années par la firme Cain Lamarre;

Il est proposé par **Marc Bégin**

ET RÉSOLU QUE le conseil municipal octroie le contrat de services juridiques à la firme Cain Lamarre pour l'année 2026 avec une banque de quinze (15) heures et service de consultation pour un montant maximum de 3 375 \$;

ET d'autoriser le maire et la direction générale ou tout autre représentant mandaté par la direction générale à recourir aux services du cabinet Cain Lamarre à même la banque d'heures et au besoin, au service de consultation, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2026;

ET d'autoriser la directrice générale et greffière-trésorière, Mme Sarah Lévesque, à en faire la dépense.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS

8. TRANSPORT - VOIRIE

2026-01-08

8.1. Acquisition nouveau camion voirie - octroi de contrat

CONSIDÉRANT QUE le camion Sterling 2008 a été la proie des flammes le mercredi 29 octobre 2025;

CONSIDÉRANT QUE le remplacement de ce camion est nécessaire pour assurer la bonne continuité des services de la voirie municipale;

CONSIDÉRANT QUE l'achat d'un nouveau camion par l'entremise d'un crédit-bail requiert plusieurs étapes et qu'il est opportun de prendre le temps nécessaire pour bien les effectuer;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité a procédé à un appel d'offre public sur le système électronique d'appel d'offres (SEAO) pour obtenir des soumissions conformes au devis technique;

CONSIDÉRANT QUE l'ouverture des soumissions a eu lieu le mardi 6 janvier 2026 à 15 h au bureau municipal, tel que mentionné dans le devis technique;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité a reçu une seule soumission de la part d'Équipements Robitaille au montant de 451 015,24 \$ avant taxes;

CONSIDÉRANT QUE le mode de financement de l'achat du camion dix-roues sera par crédit-bail et que le montant total à financer est de 518 554,77 \$, incluant les taxes à financer;

Il est proposé par **Shawn Brazel**

ET RÉSOLU QUE le conseil municipal autorise l'achat d'un camion dix-roues auprès d'Équipements Robitaille pour un montant de 451 015,24 \$ avant taxes;

ET QUE le mode de financement dudit camion sera par crédit-bail et que le montant total à financer est de 518 554,77 \$, incluant les taxes à financer;

ET d'autoriser la directrice générale et greffière-trésorière, Mme Sarah Lévesque, à en faire la dépense et à faire toutes les démarches pour l'obtention du crédit-bail.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS

2026-01-09

8.2. Financement par crédit-bail et établissement des modalités de remboursement

Le conseiller M. Pierre Blouin se retire du vote pour cette décision.

ATTENDU QUE la Municipalité de Saint-Isidore-de-Clifton est allée en appel d'offres sur le SEOA pour l'achat d'un camion neuf de déneigement no.de référence SEOA # 20107874 en date du 3 décembre 2025 dont copie est annexée aux présentes;

ATTENDU QUE la MUNICIPALITÉ a reçu une seule soumission pour le camion et équipements, soit celle d'Équipements Robitaille, pour un montant de 451 015,24 \$ plus toutes taxes 518 554,77 \$;

ATTENDU QUE la soumission d'Équipements Robitaille est en tous points conformes aux devis tant du côté technique que du côté date de livraison, il est par la présente autorisé d'adjuger l'appel d'offres à Équipements Robitaille pour le montant ci-dessus décrit;

ATTENDU QUE ce camion et équipements doivent être financés sur 60 mois ou 84 mois ou 120 mois avec option d' achat de 1,00 \$ tel que planifié dans notre budget pour l'exercice 2026;

ATTENDU QUE la MUNICIPALITÉ s'était réservé la faculté de conclure un contrat de crédit- bail en vertu de l'article 936.1.1. du CODE MUNICIPAL et que deux soumissions ont été reçues, soit celle de Capital Expert et une deuxième de Crédit-Municipal & Manufacturier Rexcap (« Rexcap ») pour le financement en crédit- bail de ce camion et équipements;

Nom du crédit-bailleur	Terme	Taux intérêt + Frais
Capital Expert	60 mois	4,80 % + 750 \$
	84 mois	5,02 % + 750 \$
	120 mois	5,33 % + 750 \$
Crédit Municipal et Manufacturier Rexcap	60 mois	4,78 % + 750 \$
	84 mois	4,98 % + 750 \$
	120 mois	5,28 % + 750 \$

ATTENDU QUE la proposition de REXCAP, dont copie est annexée aux présentes, s' avère la plus avantageuse pour la MUNICIPALITÉ étant bien entendu que REXCAP agit comme courtier/agent de placement pour la Banque Royale du Canada qui sera le crédit- bailleur & locateur contractuel pour ce crédit- bail;

Il est proposé par **Denys Gosselin**

ET RÉSOLU QUE le conseil municipal confirme que le maire, M. André Perron, et la directrice générale et greffière-trésorière, Mme Sarah Lévesque, ont tous les pouvoirs nécessaires et l'autorisation d'exécuter tous les documents pertinents pour donner effet à l'opération de crédit-bail sur 84 mois avec option d'achat de 1,00 \$ au taux de 4,98 % pour un montant de 451 015,24 \$ plus taxes y compris des frais de dossier de 750,00 \$ prévue avec la Banque Royale du Canada dont copies des documents contractuels seront disponibles lors de la signature des documents pertinents;

ET d'autoriser la directrice générale et greffière-trésorière, Mme Sarah Lévesque, à en faire la dépense.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS

9. SÉCURITÉ PUBLIQUE

2026-01-10

9.1. Offre de service StraTJ - Plan des mesures d'urgence

CONSIDÉRANT QUE la municipalité a la responsabilité de se doter d'un plan de mesures d'urgence efficace en cas de situations hors de l'ordinaire;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité est dans l'obligation de respecter le règlement imposé par le ministère de la Sécurité publique en vigueur et conformément à la Loi sur la sécurité civile;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité a reçu une offre de services de la compagnie StraTJ inc. qui l'aidera à atteindre plusieurs objectifs du règlement du ministère;

CONSIDÉRANT QUE la compagnie StraTJ inc. est spécialisée en mesures d'urgence et que l'offre de services propose un plan complet de sécurité civile pour un montant maximum de 13 785 \$, incluant les taxes;

Il est proposé par **Gabrielle Letarte-Dupré**

ET RÉSOLU QUE le conseil municipal octroie un contrat de services à la compagnie StraTJ inc. pour accompagner la municipalité de Saint-Isidore-de-Clifton à se doter d'un plan complet de sécurité civile pour un montant maximum de 13 785 \$, incluant les taxes;

ET d'autoriser la directrice générale et greffière-trésorière, Mme Sarah Lévesque, à en faire la dépense.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS

10. URBANISME

2026-01-11

10.1. Résolution engagement à fournir la contribution du milieu

ATTENDU QUE la municipalité souhaite contribuer activement à la lutte contre la crise du logement et soutenir le développement de logements sociaux et abordables sur son territoire;

ATTENDU QUE le projet de développement de logements sociaux regroupant plusieurs municipalités de la région est porté par l'OBNL *Les Habitations du Haut-St-François*;

ATTENDU QUE la réalisation de ce projet nécessite une contribution du milieu, laquelle peut prendre la forme d'un crédit de taxes, de contribution monétaire et/ou de don de terrain;

IL EST PROPOSÉ par **Denys Gosselin**

ET RÉSOLU QUE la municipalité de Saint-Isidore-de-Clifton:

1. Confirme son engagement à fournir une contribution du milieu de 40 % la valeur de la subvention obtenue, notamment par :
 - Un crédit de taxes foncières pour les logements construits;
 - Un don de terrain;
 - Une contribution monétaire ;
2. Soutient activement le projet régional de construction de logements communautaires et abordables;
3. Mandate la direction générale pour collaborer avec l'OBNL *Les Habitations du Haut-St-François* à la mise en œuvre des actions nécessaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS

2026-01-12

10.2. Résolution de participation au programme de logements abordables

ATTENDU QUE la municipalité de Saint-Isidore-de-Clifton reconnaît l'importance de soutenir le développement de logements abordables sur son territoire;

ATTENDU QUE le projet de logements abordables proposé par l'OBNL *Les Habitations du Haut-St-François* vise à répondre à des besoins identifiés en matière d'habitation pour les populations à revenu faible ou modeste;

ATTENDU QUE le projet requiert des mesures de soutien fiscal afin d'assurer sa viabilité financière à long terme;

ATTENDU QUE le projet recevra une aide gouvernementale ayant comme condition une contribution financière du milieu représentant 40% de la valeur de la subvention versée;

ATTENDU QUE la municipalité souhaite encourager la réalisation de ce projet par l'octroi d'un congé de taxes foncières municipales, à l'exception des taxes de services (ex. : eau, égouts, déchets), et d'un terrain cédé pour le projet selon les modalités suivantes :

IL EST PROPOSÉ PAR **Marie-Michèle Turgeon**

ET RÉSOLU QUE la municipalité de Saint-Isidore-de-Clifton confirme sa participation au programme de soutien fiscal pour le projet de logements abordables porté par l'OBNL *Les Habitations du Haut-St-François* pour un bâtiment d'un maximum de 8 logements;

QUE dans l'éventualité où les coûts de réalisation du projet soient en deçà de 2 500 000 \$, le congé de taxes foncières municipales d'une durée de **trente (30) ans**, soit partiel ou dégressif, tout en représentant une contribution financière à 40% de la valeur de la subvention versée par la SHQ. Le pourcentage d'exemption et la durée sera ajusté afin d'assurer la viabilité financière du projet, à être déterminé en collaboration avec l'OBNL *Les Habitations du Haut-St-François* et la Société d'habitation du Québec et soumis à l'approbation du conseil municipal;

QUE toute entente à cet effet devra faire l'objet d'une convention écrite entre la municipalité et le promoteur du projet, précisant les modalités du congé fiscal, les obligations des parties, ainsi que les conditions de maintien de l'exemption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS

2026-01-13

10.3. Résolution gratuité d'un terrain pour la construction de logements abordables

ATTENDU QUE la municipalité détient un terrain, no de lot 6 328 756, apte à accueillir un projet de 8 logements sociaux;

ATTENDU QUE la cession dudit terrain à l'OBNL *Les Habitations du Haut-St-François* est une contribution essentielle à la faisabilité financière du projet;

Il est proposé par **Pierre Blouin**

ET RÉSOLU QUE la municipalité de Saint-Isidore-de-Clifton :

1. Confirme son intention de céder à titre gratuit à l'OBNL *Les Habitations du Haut-St-François* le terrain avec le no de lot 6 328 756;

2. Autorise la cession à la valeur équivalente aux coûts de développement du terrain, laquelle sera considérée comme faisant partie intégrante de la contribution du milieu;

3. Mandate la direction générale pour entamer les démarches juridiques et administratives nécessaires à la cession du terrain à l'OBNL *Les Habitations du Haut-St-François*.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS

2026-01-14

10.4. Demande de dérogation mineure pour démolition d'une résidence principale - lot 5 403 576

CONSIDÉRANT QUE le conseil municipal a reçu une demande de dérogation mineure concernant la propriété sise au lot 5 403 576;

CONSIDÉRANT QUE la demande a pour objet d'autoriser la démolition de la résidence principale et la reconstruction selon les plans préliminaires obtenus;

CONSIDÉRANT QUE les membres du comité ont pris en considération tous les éléments du dossier notamment, l'impact sur le voisinage, la localisation des bâtiments sur la propriété et les possibilités de créer un précédent sur d'autres demandes du même type;

CONSIDÉRANT QUE la norme prescrite par le règlement de lotissement no 2000-19 à l'article 10 est de respecter un frontage minimal de 35 mètres;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment principal est situé sur un chemin privé et qu'il n'y aurait pas ou peu d'impact sur le voisinage;

CONSIDÉRANT QUE la situation change un bâtiment désuet pour remettre un bâtiment neuf respectant les règlements municipaux;

CONSIDÉRANT QUE cette demande ne crée pas de précédent quant aux autres demandes de ce type en raison d'un remplacement particulier;

Il est proposé par **Marie-Michèle Turgeon**

ET RÉSOLU QUE le conseil municipal est en accord avec la proposition du comité consultatif d'urbanisme (CCU) qui autorise la dérogation mineure pour la propriété sise au lot 5 403 576.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS

2026-01-15

10.5. Demande de dérogation mineure pour frontage inférieur - lot 5 403 637

CONSIDÉRANT QUE le conseil municipal a reçu une demande de dérogation mineure concernant la propriété sise au lot 5 403 637;

CONSIDÉRANT QUE la demande vise à régulariser la situation d'une construction existante quant au non-respect du frontage minimum exigé;

CONSIDÉRANT QUE le comité CCU souhaite éviter qu'une portion du lot agricole ne devienne enclavée lors d'une éventuelle vente distincte;

CONSIDÉRANT QUE les membres du comité ont pris en considération tous les éléments du dossier notamment, l'impact sur le voisinage, la localisation des bâtiments sur la propriété et les possibilités de créer un précédent sur d'autres demandes du même type;

CONSIDÉRANT QUE la norme prescrite par le règlement de lotissement no 2000-19 à l'article 5.4 est de respecter un frontage minimal de 35 mètres;

CONSIDÉRANT QUE la demande est de diminuer à 33.72 mètres et qu'il n'y aurait pas ou peu d'impact sur le voisinage;

CONSIDÉRANT QUE la situation ne cause pas de danger au niveau de la sécurité;

CONSIDÉRANT QUE cette demande ne crée pas de précédent quant aux autres demandes de ce type en raison d'un emplacement particulier;

Il est proposé par **Pierre Blouin**

ET RÉSOLU QUE le conseil municipal est en accord avec la proposition du comité consultatif d'urbanisme (CCU) qui autorise la dérogation mineure pour la propriété sise au lot 5 403 637.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS

2026-01-16

10.6. Demande de dérogation mineure - lot 6 599 470 partie 5

CONSIDÉRANT QUE le conseil municipal a reçu une demande de dérogation mineure concernant la propriété sise au lot lot 6 599 470 partie 5;

CONSIDÉRANT QUE la demande a pour objet de régulariser la situation d'une construction existante quant au non-respect de la marge de recul exigée en bordure d'une route et chemin privé et d'autoriser une marge de recul avant de 5.76 mètres;

CONSIDÉRANT QUE les membres du comité ont pris en considération tous les éléments du dossier notamment, l'impact sur le voisinage, la localisation des bâtiments sur la propriété et les possibilités de créer un précédent sur d'autres demandes du même type;

CONSIDÉRANT QUE la norme prescrite par le règlement de zonage no 2000-18 à l'article 5.11 est de respecter une distance de 6 mètres de la ligne de lot avant pour toute nouvelle construction;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment principal est situé dans un endroit boisé sur un chemin privé et qu'il n'y aurait pas ou peu d'impact sur le voisinage;

CONSIDÉRANT QUE la situation ne cause pas de danger au niveau de la sécurité;

CONSIDÉRANT QUE cette demande ne crée pas de précédent quant aux autres demandes de ce type en raison d'un emplacement particulier;

Il est proposé par **Denys Gosselin**

ET RÉSOLU QUE le conseil municipal est en accord avec la proposition du comité consultatif d'urbanisme (CCU) qui autorise la dérogation mineure pour la propriété sise au lot 6 599 470 partie 5.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS

2026-01-17

10.7. Demande de dérogation mineure - lot 6 599 470 partie 2-3

CONSIDÉRANT QUE le conseil municipal a reçu une demande de dérogation mineure concernant la propriété sise au lot lot 6 599 470 partie 2-3;

CONSIDÉRANT QUE la demande a pour objet de régulariser la situation d'une construction existante quant au non-respect de la marge de recul exigée en bordure d'une route et chemin privé et d'autoriser une marge de recul avant de 3.64 mètres;

CONSIDÉRANT QUE les membres du comité ont pris en considération tous les éléments du dossier notamment, l'impact sur le voisinage, la localisation des bâtiments sur la propriété et les possibilités de créer un précédent sur d'autres demandes du même type;

CONSIDÉRANT QUE la norme prescrite par le règlement de zonage no 2000-18 à l'article 5.11 est de respecter une distance de 6 mètres de la ligne de lot avant pour toute nouvelle construction;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment principal est situé dans un endroit boisé sur un chemin privé et qu'il n'y aurait pas ou peu d'impact sur le voisinage;

CONSIDÉRANT QUE la situation ne cause pas de danger au niveau de la sécurité;

CONSIDÉRANT QUE cette demande ne crée pas de précédent quant aux autres demandes de ce type en raison d'un emplacement particulier;

Il est proposé par **Gabrielle Letarte-Dupré**

ET RÉSOLU QUE le conseil municipal est en accord avec la proposition du comité consultatif d'urbanisme (CCU) qui autorise la dérogation mineure pour la propriété sise au lot 6 599 470 partie 2-3.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS

11. ENVIRONNEMENT

12. LOISIR ET CULTURE

2026-01-18

12.1. Décompte progressif no 11 - Centre communautaire

CONSIDÉRANT QUE la municipalité a mandaté la Fédération Québécoise des Municipalités (FQM) pour superviser les travaux relatifs à la construction du centre communautaire;

CONSIDÉRANT QUE les travaux sont réalisés par l'entrepreneur *Construction R. Bélanger* tel que prévu;

CONSIDÉRANT QUE la FQM recommande à la municipalité de procéder au paiement du décompte progressif n° 11 révisé au montant de 238 672,31 \$ incluant les taxes, que l'entrepreneur *Construction R. Bélanger* a remis en lien avec les travaux relatifs à la construction du centre communautaire;

CONSIDÉRANT QUE le présent décompte progressif inclut le coût des travaux exécutés au 31 décembre 2025 ainsi que la retenue contractuelle de 10 % valide jusqu'à l'acceptation provisoire des travaux;

Il est proposé par **Pierre Blouin**

ET RÉSOLU que le conseil municipal autorise le paiement du décompte progressif n° 11 pour un montant de 238 672,31 \$ incluant les taxes, à l'entrepreneur *Construction R. Bélanger*;

ET d'autoriser la directrice générale et greffière-trésorière, Mme Sarah Lévesque, à en faire la dépense.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS

2026-01-19

12.2. Tarifications pour la location du nouveau centre communautaire

CONSIDÉRANT QUE le nouveau centre communautaire sera bientôt disponible à la location pour les citoyens de Saint-Isidore-de-Clifton et pour les citoyens non-résidents;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité a déjà reçu des demandes de réservations pour des mariages à l'été 2026;

CONSIDÉRANT QUE des recherches ont été effectuées pour établir une grille de tarification qui correspond aux critères suivants :

- Services à offrir dans le centre communautaire;
- Disponibilité de grande salle dans le secteur entourant Saint-Isidore-de-Clifton;
- Éloignement de Saint-Isidore-de-Clifton par rapport à Sherbrooke;
- Résidents versus non-résidents;
- Le type d'événements (public, privé, à caractère lucratif ou non);

CONSIDÉRANT QUE certains taux de location de base doivent être définis rapidement pour permettre de conclure les contrats de location en lien avec les demandes déjà reçues;

CONSIDÉRANT QU'il serait facilitant d'ajouter un formulaire de pré-réservation du centre communautaire sur le site web de la municipalité et que ce formulaire indiquerait les différentes options de location sans toutefois indiquer les prix;

Il est proposé par **Marc Bégin**

ET RÉSOLU QUE la municipalité de Saint-Isidore-de-Clifton entérine les taux de location de base suivants:

- Location 3 jours de type mariage (non-résidents) : 1000 \$
- Locations 3 jours de type mariage (résident): 750 \$
- Location de base 1 journée (non-résidents) : 700 \$
- Location de base 1 journée (résidents) : 500 \$

ET QU'UN formulaire de pré-réservation, indiquant les différentes options de location sans toutefois indiquer les prix, soit ajouté sur le site web de la municipalité;

ET d'autoriser la directrice générale et greffière-trésorière, Mme Sarah Lévesque, à en faire la dépense.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS

2026-01-20

12.3. Demande subvention programme Circonflexe

CONSIDÉRANT QUE la municipalité est admissible pour déposer une demande d'aide financière au Conseil sport loisir de l'Estrie (CSLE) pour un projet d'achat de matériel sportif totalisant un montant maximum de 8 999 \$;

CONSIDÉRANT QUE le programme *Circonflexe* permet de financer 100 % du projet, excepté la portion des taxes, pour un montant maximum de 8 999 \$;

CONSIDÉRANT QUE la part de la municipalité pour couvrir les taxes non remboursables serait d'un montant maximum de 450 \$;

CONSIDÉRANT QUE la politique MADA-Familles de la municipalité mise sur l'importance de maintenir et de bonifier une programmation de loisir diversifiée (sportif, culturel, etc....);

CONSIDÉRANT QUE le matériel choisi servirait principalement à bonifier la nouvelle surface multifonctionnelle et les infrastructures autour du nouveau centre communautaire et que ce matériel serait prêté gratuitement aux usagers;

CONSIDÉRANT QUE les citoyens ont eu l'opportunité de compléter un sondage sur le choix du matériel à acquérir;

Il est proposé par **Pierre Blouin**

ET RÉSOLU QUE le conseil municipal autorise le dépôt d'une demande d'aide financière dans le cadre du programme *Circonflexe* pour un projet d'achat de matériel sportif pour un montant maximum de 8 999 \$ plus les taxes applicables;

ET QUE la part municipale pour couvrir les taxes non remboursables serait d'un montant maximum de 450 \$;

ET QUE les achats soient effectués seulement si la réponse de la demande d'aide financière est positive;

ET d'autoriser la directrice générale et greffière-trésorière, Mme Sarah Lévesque, à en faire la dépense.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS

13. AVIS DE MOTION

14. PRÉSENTATION ET DÉPÔT DE RÈGLEMENT

15. ADOPTION DE RÈGLEMENT

2026-01-21

15.1. Adoption du règlement 2025-184 sur le traitement des membres du conseil municipal

CONSIDÉRANT QUE la *Loi sur le traitement des élus municipaux (L.R.Q., c. T-11.001)* détermine les pouvoirs du conseil en matière de fixation de la rémunération;

CONSIDÉRANT QUE le conseil désire adopter un règlement relatif au traitement des élus municipaux;

CONSIDÉRANT QUE le territoire de la municipalité est déjà régi par un règlement sur le traitement des élus municipaux, mais que, de l'avis du conseil, il y a lieu d'actualiser ledit règlement et de le rendre plus conforme aux réalités contemporaines;

CONSIDÉRANT QU'un avis de motion, accompagné d'un projet de règlement, a été donné à la séance du 01 décembre 2025;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 445 du code municipal, le maire a présenté le règlement 2025-184 lors de la séance du conseil du 01 décembre 2025 en faisant état des augmentations de la rémunération pour le maire et les conseillers et que des copies du règlement ont été mises à la disposition des conseillers et du public;

CONSIDÉRANT QUE tous les membres du conseil déclarent l'avoir reçu dans le délai imparti par la loi et l'avoir lu et renoncent conséquemment à sa lecture;

CONSIDÉRANT QU'un avis public a été donné au moins 21 jours avant la séance d'adoption du présent règlement;

Il est proposé par **Denys Gosselin**

QUE le règlement numéro 2025-184 intitulé « Règlement sur le traitement des membres du conseil municipal », ci-après reproduit, soit adopté:

ARTICLE 1

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2

Le présent règlement remplace le règlement 2024-180 et ses amendements.

ARTICLE 3

Le présent règlement fixe une rémunération de base annuelle pour le maire et pour chaque conseiller de la municipalité, le tout pour l'exercice financier de l'année 2025 et les exercices suivants.

ARTICLE 4

La rémunération de base annuelle du maire est fixée selon le tableau suivant;

Année	Rémunération de base
2026	14 432,40 \$
2027	14 432,40 \$ + indexation (article 9)
2028	Résultat de 2027 + indexation (article 9)
2029	Résultat de 2028 + indexation (article 9)

La rémunération de base des conseillers est fixée selon le tableau suivant;

Année	Rémunération de base
2026	4078,29 \$
2027	4078,29 \$ + indexation (article 9)
2028	Résultat de 2027 + indexation (article 9)
2029	Résultat de 2028 + indexation (article 9)

ARTICLE 5

Une rémunération est de plus accordée en faveur des postes particuliers ci-après décrits, selon les modalités indiquées :

Le maire : 42,97 \$ par semaine lorsqu'il y a présence au bureau municipal. La rémunération supplémentaire sera indexée selon le tableau de l'article 4.

ARTICLE 6

Advenant le cas où le maire suppléant remplace le maire pendant plus de 15 jours, le maire suppléant aura droit, à compter de ce moment et jusqu'à ce que

cesse le remplacement, à une somme égale à la rémunération du maire pendant cette période.

ARTICLE 7

En plus de toute rémunération ci-haut fixée, chaque élu aura droit à une allocation de dépenses d'un montant égal à la moitié du montant de la rémunération de base annuelle, jusqu'à concurrence du maximum prévu à l'article 19 de la *Loi sur le traitement des élus municipaux*.

ARTICLE 8

La rémunération et l'allocation de dépenses des membres du conseil sont payables en douze (12) versements égaux et consécutifs, à la fin de chaque mois.

ARTICLE 9

La rémunération telle qu'établie par le présent règlement sera indexée à la hausse pour chaque exercice financier à compter de celui qui commence après son entrée en vigueur.

L'indexation consiste dans l'augmentation, pour chaque exercice, du montant applicable pour l'exercice précédent d'un pourcentage correspondant à la variation sur 12 mois de l'indice des prix à la consommation (IPC) du mois de septembre de l'année en cours, conformément au site internet statistique.quebec.ca.

ARTICLE 10

Une compensation pour la perte de revenus au montant de deux cents dollars (**200 \$**) pour une journée complète et cent dollars (**100 \$**) pour une soirée est versée aux membres du Conseil dans les cas exceptionnels suivants :

- L'état d'urgence déclaré en vertu de la Loi sur la sécurité civile (L.R.Q., c. S2.3) ou un événement pour lequel est mis en œuvre un programme d'assistance financière conformément à l'article 109 de cette loi;
- Congrès national des élus lorsque toutes les conditions suivantes sont respectées :
 - L'élue est mandaté par le Conseil;
 - Le paiement de chaque compensation fait l'objet d'une décision du conseil sur présentation de pièces justificatives.

ARTICLE 11

Les montants requis pour payer la rémunération de l'allocation de dépenses seront pris à même le fond général de la Municipalité et un montant suffisant sera annuellement approprié au budget à cette fin.

ARTICLE 12

Le présent règlement prend effet à compter du 1^{er} janvier 2026.

ARTICLE 13

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS

2026-01-22

15.2. Adoption du règlement 2025-185 taxation et tarification municipale pour l'année 2026 et condition de perception

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Isidore-de-Clifton a adopté son budget pour l'année 2026 qui prévoit des revenus au moins égaux aux dépenses qui y figurent;

CONSIDÉRANT QUE l'adoption d'un tel budget nécessite des modifications dans la tarification des compensations et du taux de la taxe foncière pour l'année fiscale 2026;

CONSIDÉRANT QUE selon l'article 988 du Code municipal, toutes taxes doivent être imposées par règlement ;

CONSIDÉRANT QUE selon l'article 244.1 de la Loi sur la fiscalité municipale, une municipalité locale peut, par règlement, imposer un tarif pour financer les services qu'elle offre;

CONSIDÉRANT QUE selon l'article 252 de la Loi sur la fiscalité municipale, une municipalité locale peut réglementer le nombre de versements, la date des versements ainsi que les modalités d'application de l'intérêt sur les versements échus de la taxe foncière et des tarifs;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 445 du code municipal, la directrice générale et greffière-trésorière Sarah Lévesque a mentionné, lors de la séance extraordinaire tenue le 15 décembre 2025 que ce règlement a pour objet de fixer le taux de taxes foncières et les différentes tarifications imposées pour l'exercice financier de l'an 2026, et que des copies du règlement ont été mis à la disposition du public;

CONSIDÉRANT QU'un avis de motion du présent règlement a été donné par **Pierre Blouin** à une séance extraordinaire de ce Conseil tenue le 15 décembre 2025;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par **Pierre Blouin**

ET RÉSOLU à l'unanimité que le Conseil de la Municipalité de Saint-Isidore-de-Clifton ordonne et statue par le présent règlement qu'il suit à savoir:

SECTION 1 TAXES FONCIÈRES

Article 1

Qu'une taxe de **0,67** \$ par 100 \$ de la valeur réelle, telle que portée au rôle d'évaluation, soit imposée et prélevée pour l'année 2026, sur tout terrain, lot ou partie de lot, avec toutes les constructions érigées, s'il y a lieu, et tout ce qu'incorporé au fonds et défini par la charte et par la Loi comme bien-fonds ou immeuble.

SECTION 2 COMPENSATION POUR LE SERVICE D'AQUEDUC

Article 2.1

Qu'une compensation annuelle de **1,75** \$ du mètre cube de consommation soit imposée et prélevée pour l'année fiscale 2026 à tous les usagers du service d'aqueduc selon la lecture du compteur d'eau.

Article 2.2

Qu'une compensation annuelle de **1,72 \$** du mètre de front soit imposée sur tous les terrains desservis par le réseau d'aqueduc.

Article 2.3

Que la compensation pour le service d'aqueduc doit, dans tous les cas, être payée par le propriétaire.

Article 2.4

Que la compensation pour le service d'aqueduc soit assimilée à une taxe foncière imposée sur l'immeuble ou bâtiment en raison duquel elle est due.

Article 2.5

Que si un compteur d'eau est jugé défectueux, absent ou impossible à installer, la lecture inscrite au compte de taxes sera la moyenne des lectures résidentielles par logement, soit **118 m³** pour l'année fiscale 2026.

SECTION 3 COMPENSATION POUR LE SERVICE D'ÉGOUTS ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES

Article 3.1

Qu'une compensation annuelle de **2,64 \$** du mètre cube de consommation d'eau soit imposée et prélevée pour l'année fiscale 2026 à tous les usagers du service d'égout selon la lecture du compteur d'eau.

Article 3.2

Qu'une compensation annuelle de **1,72 \$** du mètre de front soit imposée sur tous les terrains desservis par le réseau d'égout.

Article 3.3

Que la compensation pour le service d'égout doit, dans tous les cas, être payée par le propriétaire.

Article 3.4

Que la compensation pour le service d'égout soit assimilée à une taxe foncière imposée sur l'immeuble ou bâtiment en raison duquel elle est due.

Article 3.5

Que si un compteur d'eau est jugé défectueux, absent ou impossible à installer, la lecture inscrite au compte de taxes sera la moyenne des lectures résidentielles par logement, soit **118 m³** pour l'année fiscale 2026.

SECTION 4 COMPENSATION POUR LE SERVICE D'ENLÈVEMENT DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

Article 4.1

Qu'une compensation annuelle, dite de déchets, au montant de 200 \$, soit imposée et prélevée pour chaque logement, qu'il soit inclus dans une résidence, un bâtiment à logements multiples, une maison mobile ou faisant partie d'un boisé.

Article 4.2

Qu'une compensation annuelle, dite de déchets, au montant de 200 \$ soit imposée et prélevée pour chaque chalet ou maison de villégiature.

Article 4.3

Qu'une compensation annuelle, dite de déchets, au montant de 400 \$ soit imposée et prélevée pour les fermes de production animale.

Article 4.4

Qu'une compensation annuelle, dite de déchets, au montant de 400 \$ soit imposée et prélevée pour les industries et commerces de services.

Article 4.5

Qu'une compensation supplémentaire annuelle, dite de compostage, au montant de 46 \$, soit imposée et prélevée sur chaque logement, qu'il soit inclus dans une résidence, un bâtiment à logements multiples, une maison mobile ou faisant partie d'une ferme ou d'un boisé, sur chaque industrie ou commerce.

Article 4.6

Que la compensation pour le service d'enlèvement des matières résiduelles doit, dans tous les cas, être payée par le propriétaire.

Article 4.7

Que la compensation pour le service d'enlèvement des matières résiduelles soit assimilée à une taxe foncière imposée sur l'immeuble ou bâtiment en raison duquel elle est due.

SECTION 5 APPLICATION DU RÈGLEMENT SUR L'ÉVACUATION ET LE TRAITEMENT DES EAUX USÉES DES RÉSIDENCES ISOLÉES

Article 5.1

Qu'une compensation annuelle de **22,33 \$**, soit imposée et prélevée pour chaque résidence permanente ou saisonnière pour le service dispensé par la MRC du Haut-Saint-François pour le mesurage des boues de fosses septiques des résidences isolées.

Article 5.2

Qu'à cette compensation annuelle édictée à l'article 5.2, soit ajoutée une facturation de **251,97 \$** sous le principe d'utilisateur payeur aux résidences qui auront été vidangées au courant de la même année. Cette facturation sera envoyée par la municipalité distinctement du compte de taxes pour la cueillette, le transport et le traitement des boues de fosses septiques des résidences isolées. Que cette compensation annuelle, selon la grille de tarifs de la MRC du Haut-Saint-François, soit assimilée à une taxe foncière imposée sur l'immeuble ou bâtiment en raison duquel elle est due.

SECTION 6 TAUX APPLICABLES AUX RÈGLEMENTS D'EMPRUNT

Une taxe spéciale par cent dollar (100 \$) d'évaluation sera prélevée sur tout immeuble dans la municipalité selon la valeur portée au rôle d'évaluation en vigueur pour le paiement des différents règlements d'emprunt en vigueur pour la municipalité de Saint-Isidore-de-Clifton.

Pour les dettes suivantes, les taux de taxation sont définis dans le tableau suivant :

Règlement	Payeur	Taux de taxation	Échéance
2024-179 camion incendie	À l'ensemble des immeubles	0,0137 \$	2035
2024-178 ponceau rang 9	À l'ensemble des immeubles	0,0160 \$	2040
2021-139 ponceau chemin St-Mathias	À l'ensemble des immeubles	0,0057 \$	2043
2022-157 conduites aqueduc et égout rue principale	À l'ensemble (6 %)	0,0032 \$	2048
2020-135 usine eau potable	À l'ensemble (6 %)	0,3290 \$ du 10 000 \$ d'évaluation	2044

Règlement	Payeur	Taux de taxation	Échéance
2022-157 conduites aqueduc et égout rue principale	Unité (94 %) (service égout et aqueduc)	610 \$	2048
2022-157 conduites aqueduc et égout rue principale	Unité (94 %) (Service aqueduc seulement)	305 \$	2048
2020-135 usine eau potable	Unité (94 %)	165 \$	2044

SECTION 7 Règlement d'emprunt concernant les phases de financement des installations septiques des particuliers

Une taxe spéciale selon les annexes A,B et C sera prélevée sur l'immeuble ou le bâtiment qui aura fait l'objet de l'emprunt.

Règlement	Payeur	<u>Taux de taxation</u>	<u>Échéance</u>
<u>2017-110</u>	<u>Particuliers</u>	<u>Voir Annexe A</u>	<u>2034</u>
<u>2019-124</u>	<u>Particuliers</u>	<u>Voir Annexe B</u>	<u>2037</u>
Surplus non affecté	<u>Particuliers</u>	<u>Voir Annexe C</u>	<u>2041</u>

SECTION 8 MODALITÉS DE PAIEMENT

Article 8.1

Que chaque fois que le total de toutes les taxes dépasse 300 \$ par unité d'évaluation, le compte est divisible en cinq versements égaux, dont le premier versement vient à échéance 30 jours après l'envoi du compte soit le **26 février 2026**, le second versement vient à échéance le **28 avril 2026**, le troisième versement vient à échéance le **29 juin 2026**, le quatrième versement vient à échéance le **31 août 2026** et le cinquième et dernier vient à échéance le **03 novembre 2026**.

Article 8.2

Que seul le montant du versement échu soit exigible lorsqu'un versement n'est pas fait dans les délais prévus.

Article 8.3

Que chaque fois, lors d'une taxation complémentaire, que le total de toutes les taxes dépasse 300 \$ par unité d'évaluation, le compte est divisible en deux versements égaux, dont le premier versement vient à échéance 30 jours après l'envoi du compte et le second quatre-vingt-dix jours après l'envoi du compte.

Article 8.4

À compter du moment où les taxes deviennent exigibles, tout solde impayé porte intérêt au taux annuel de 12 %.

Ce taux s'applique également à toutes les créances impayées avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

La date de réception du chèque à la municipalité fera office de date déterminant l'éligibilité du chèque.

SECTION 9 ENTRÉE EN VIGUEUR

Article 9.1

Le présent règlement entre en vigueur selon la Loi.

Annexe A

Matricule	Nom client	PAIEMENT 2026
2014 87 3597	DESINDES CRYSTAL-MARIE	980,85 \$
2113 07 3048	BLAIR JASON	715,88 \$
2313 49 5652	FORTIN STEVE	1 933,82 \$
2313 99 8947	TARDIF ALINE	905.32 \$
2314 30 8359	PATTERSON ANTHONY	1 348,09 \$

2416 21 0829	CHAMPAGNE WILLIAM JR	1 505,68 \$
2416 30 4960	BLOUIN ANDRE	1 299,75 \$
2512 36 8632	FERME RICHARD LAROSE SENC	1 575,87 \$
2613 50 5529	BEGIN GASTON	864,64 \$
2616 18 0894	FERME DES SITES ENR. S.E.N.C	794,89 \$
2712 49 1550	BEGIN DANIEL	1 078,47 \$
2714 75 5037	POULIOT MARC-SYLVAIN	1 432,14 \$
2812 22 0340	DUGAL SYLVIE	1 118,99 \$
2813 33 4588	GINGUES ANGE-AIME	672,27 \$
2914 15 5465	GUAY YANNICK	1 427,12 \$
2914 18 5869	FERME S.MARCOUX.INC	929,72 \$
2914 46 9651	JACQUES MARYSE	906,48 \$
3014 15 2666	GAMSBY ANNE-MARIE	1 468,96 \$
3119 41 2586	PHILIE GERMAIN	1 264,42 \$
3119 61 8673	TREMBLAY GHISLAINE	1 283,01 \$
3119 81 2471	SIROIS NICOLE	818,15 \$
3119 81 3111	ROY MARCEL	1 701,39 \$
3214 74 2551	LOMBARDI ALAIN	1 485,69 \$
3514 29 5111	LOMBARDI DENIS	1 020,83 \$
TOTAL		28 532,42 \$

Annexe B

Matricule	Nom client	Paiement 2025
3419 61 8212	Mikael Genest	573,32 \$
3519 01 1086	Nathalie Boutin	760,65 \$
3213 60 6807	Diane Parenteau	2 030,91 \$
2614 95 3963	Alain Statton	1 350,70 \$
2818 67 0684	Benoît Carbonneau	1 409,00 \$
3419 61 8287	France Vachon	969,78 \$
2115 77 3717	Constance Prangley	923,14 \$

2313 59 7145	Josette Patry	1 340,98 \$
3213 08 0726	Yvon Lessard	1 675,35 \$
2313 49 2651	Lee Brazel	1 020,31 \$
2719 41 5757	Anita Saint-Hilaire	1 048,01 \$
2816 10 2897	Jean-Marc Fontaine	1 550,87 \$
3218 14 0081	Marc-André Pérusse	1 516,86 \$
TOTAL		16 169,88 \$

Annexe C

Matricule	Nom client	Paiement 2026
4018 25 1402	Bernard Gagné	2006,15 \$
3616 88 0996	Karo Bouchard	2130,24 \$
3419 71 6604	Eugène Boutet	2766,21 \$
3418 74 3734	Caroline Goyette	1421,88 \$
2816 21 0682	Jacques Bégin	1726,17 \$
2616 61 0946	Denyse St-Pierre	2 598,35 \$
2118 77 3249	Mario Marquis	1717,64 \$
TOTAL		14 366,64 \$

16. TRÉSORERIE

2026-01-23 16.1. Paiement des comptes

CONSIDÉRANT QUE le conseil prend acte de la liste des comptes payés en vertu des dépenses incompressibles, de la délégation d'autoriser des dépenses de la directrice générale et secrétaire-trésorière et aux autorisations de paiement des comptes en regard des décisions prises dans le cadre des séances antérieures;

CONSIDÉRANT QUE le conseil prend en compte la liste des comptes payés et à payer faite conformément aux engagements de crédits pris par le conseil;

Il est proposé par *Pierre Blouin*

ET RÉSOLU d'approuver la liste des comptes à payer totalisant 730 304,17 \$ (dépenses de fonctionnement de 224 459,79 \$ et dépenses d'investissement de 505 844,38 \$) en référence aux chèques 202500983 à 202600062 et d'autoriser la secrétaire-trésorière à effectuer le paiement de ces comptes à qui de droit. Les dépenses autorisées en vertu du règlement 2022-159 totalisent 45 018,44 \$. Les

salaires versés et les retenues à la source pour le mois précédent totalisent un montant de 86 187,95 \$.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS

17. DIVERS

18. POINTS DU MAIRE

Les points du maire ont été traités au point 5. *Suivi des comités et représentations politiques.*

19. PÉRIODE DE QUESTIONS DU PUBLIC

Il n'y a pas de questions du public.

2026-01-24 20. CLÔTURE DE LA SÉANCE

Il est proposé par **Marc Bégin**

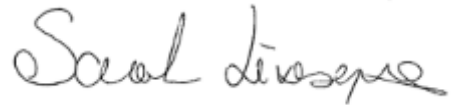
de clore la présente session à **20 h 41**, l'ordre du jour étant épuisé.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS

Je, André Perron, maire, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142.2 du Code municipal.



André Perron, maire



Sarah Lévesque, directrice générale
greffière-trésorière